De : SORIN Karine (CA-CF) <ksorin@ca-cf.fr>
Envoyé : jeudi 15 décembre 2022 10:50
À : CHRETIEN Benedicte <benedicte.chretien@credit-agricole-sa.fr>

Objet : ALERTE FO-NAO 2023

Bonjour Madame CHRETIEN,

Notre organisation syndicale ***FO*** ne comprend pas pourquoi le groupe Crédit Agricole CASA, alors qu'il enchaine les résultats financiers trimestriels excellents, refuse d'accorder une augmentation générale des salaires pour 2023 à ses salariés. Ceux-ci sont les premiers contributeurs aux excellents résultats qualifiés d'historiques. D'autant que cette contribution, le plus souvent, s'inscrit dans un contexte de conditions de travail abimées.

Les primes PPV ne peuvent être qu'un pis-aller au regard de la dégradation du pouvoir d'achat des salariés.
Vous-même, Madame CHRETIEN, lors d'un point des correspondants, aviez partagé notre point de vue sur le fait qu'accorder une prime « one shot » ne résout pas la problématique salariale. Pourtant, force est de constater aujourd'hui que **la direction du groupe, dixit les RH des entités, interdit aux entités d'octroyer une augmentation générale des salaires**. Pourquoi ?! Est-il utile de rappeler combien engrange le groupe chaque année ?

La première ministre, Mme Elisabeth BORNE, n'a-t-elle pas demandé aux entreprises qui le peuvent, d'augmenter les salaires ? Avez-vous zappé cette demande ou considérez-vous que le groupe ne gagne pas suffisamment ?

Ainsi, par une avarice extrême et un manque de respect des salariés, le groupe montre son vrai visage. Les actes contredisent les belles paroles. Pour les salariés, il devient évident que Les engagements sociaux que le groupe érigent en valeurs ne sont que des effets de communication assimilés désormais à de la « vulgaire » propagande.

Les salariés du groupe, comme beaucoup de salariés français, connaissent, eux aussi, des fins de mois difficiles. Les dirigeants du groupe en ont-ils réellement conscience ou bien seul le coefficient d'exploitation leur sert-il de ligne directrice ?

Dans un contexte de grave détérioration du pouvoir d'achat, la politique salariale individualiste de pseudo méritocratie poussée à son paroxysme est contreproductive. Cette politique salariale continue pourtant à être la volonté du groupe. Les salariés réclament des salaires qui, dans la durée, leur permettent d'assumer leur quotidien, leur famille, leur future retraite.

Ce déni de réalité devient une vraie provocation quand le groupe, à grand renfort de communication, déploie un projet soi-disant « humain » en son sein.
Par cette provocation, le groupe s'expose à des mouvements de protestation dans plusieurs entités.
Le groupe entend-t-il assumer le risque d'entacher son image auprès des particuliers, des institutionnels, et plus particulièrement auprès des agences de notation ?

C'est une alerte sérieuse que ***FO*** entend vous faire en responsabilité. Nous espérons que vous la prendrez ainsi et saurez y répondre.
Il est urgent que la direction du groupe revoit sa position sur les mesures salariales 2023.
Il est urgent que le groupe daigne enfin récompenser les salariés à la hauteur de leur investissement.

Il est urgent que le groupe donne à ses filiales un mandat clair d'augmentation générale des salaires conséquente.

Très cordialement

Pour l'organisation syndicale ***FO***
Les correspondants syndicaux ***FO*** Groupe CASA : Karine SORIN et Philippe KERNIVINEN